

[print](#)

Dormir avec l'ennemi ou l'invasion silencieuse.

De [Stella Calloni](#)

Global Research, janvier 20, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/dormir-avec-lennemi-ou-linvasion-silencieuse/5365590>

Cet article a été publié initialement en espagnol le 5 décembre 2008, mais il demeure important pour comprendre les enjeux régionaux et militaires en Amérique latine et la menace des États-Unis dans la région.

Le déploiement menaçant de la IV^{ème} flotte des EU, réactivée comme un signal de guerre préventive pour notre continent, ne doit pas nous faire perdre de vue l'invasion silencieuse d'une avancée en nombre de fondations aux noms forts attractifs qui font allusion à la démocratie, la liberté, la transparence et jusqu'à des thèmes humanitaires et qui forment un véritable réseau en toile d'araignée dans la région

Cette présence sous couverture et dans tous les cas qualifiée faussement d'effort de « démocratisation » déploie un réseau de dimensions surprenantes.

Il est important de savoir comment se sont étendues ces fondations qui correspondent aux secteurs les plus fondamentalistes de Washington ; agissant comme de vrais « Chevaux de Troie », finançant des centaines d'organisation non Gouvernementale (ONG)

Beaucoup d'entre elles ne savent même pas d'où viennent les fonds d'appui, de coopération ou de simple et actif financement destinés à des moyens de communication, des groupes politiques, des entités dans toute les secteurs comme les campagnes, l'industrie et autres.

Il est certain qu'il existe des ONG qui sont hors de ce contexte. Et répondent à d'autres projets avec des financements généreux et désintéressés mais elles sont minoritaires.

La liste des ONG qui dépendent des fondations "centrales" comme l'Agence Internationale pour le Développement (USAID) ou la National Endowment Foundation (Ned) est interminable.

La NED et d'autres organisations similaires nous apparaissent comme des organisations destinées à « financer » la démocratie. En plus, il y a les organisations européennes, qui dépendent des mêmes centrales des États-Unis et d'autres, nées parfois d'alléchantes propositions des sociaux-démocrates, qui dérivent en institutions clés pour la droite mondiale.

C'est important de connaître les connexions de la USAID et de la NED plus connues comme la face sociale de la CIA depuis les années 80 et qui en ce moment sont en passe d'être soumises à enquête par plusieurs congressistes étasuniens pour leur agissements en Bolivie. Elles sont accusées d'appuyer et financer le putschisme et les violents et tragiques événements dirigés par des préfets, des entrepreneurs et des politiciens de droite de la Media Luna contre le président Evo Morales.

Deux fondations travaillant activement en Argentine, de manière officielle à financer des projets et mouvement démocratiques et en en créant d'autres sous des noms divers

L'une d'entre elle est la « Fundacion Libertad » qui a fait racine dans plusieurs provinces mais aussi s'est développée de manière significative dans une des villes les plus importantes de l'Argentine, Rosario.

Créée en 1988 par un groupe « d'entrepreneurs professionnels et d'intellectuels », ainsi se présente-t-elle sur sa propre page, elle développe une activité qui est reliée à plus de 200 entreprises privées et se dédie à

des cours, des séminaires, des conférences, études et publications, « ainsi qu'à manifester une intense présence dans les médias à travers des rubriques et des programmes spécifiques » disent ses propres termes.

Elle est étroitement associée avec d'autres institutions, notamment son association avec la "Heritage Foundation"; la même dont les membres ont été des éléments clés dans la rédaction de ce qui est connu comme les « Documents de Santa Fe, un, deux, trois et quatre, entre autres, qui tracent les plans de la politique extérieure étasunienne depuis la vision plus obscurément ultraconservatrice et interventionniste dans notre région.

Les séminaires organisés par la Fondation Libertad avec « Heritage » ont pour participants les figures majeures du néoconservatisme et les faucons étasuniens.

La Fondation Libertad est associée d'autre part avec ses paires comme la Fondation pour l'Analyse Economico Sociale (Faes) que dirige l'ex président d'Espagne Jose Maria Aznar et liée au Parti de Droite, le Parti Populaire ; ou à la Fondation Internationale pour la Liberté présidée par l'écrivain Pérouano-Espagnol Mario Varga Llosa, qui a consacré son talent à servir le plus obscur du fascisme mondial et qui ces derniers temps occupe des tribunes pour dénigrer les gouvernements d'Amérique Latine qui ne sont pas alignés servilement sur Washington. Le réseau se multiplie et le travail conjoint produit ses effets sur différents fronts.

Il faut également se souvenir de la très active Atlas Foundation, un de ses héros dont est l'ex président des EU, Reagan, à présent décédé et qui joint à son associée britannique Margaret Thatcher incarnait la perverse splendeur de la révolution néoconservatrice qui signifia une tragédie pour nos pays et le monde dans les années 80.

Chaque nom de ces fondations associées, tant mondiales que locales, nous conduit au centre de résonance d'une pensée d'extrême-droite et à un plan hégémonique qui nous accapare également. Une des plus actives fondations satellites est Pensar, intégrée par une grande quantité de députés et politiques de la droite Propuesta Republicana (Pro) que dirige l'actuel chef du gouvernement de la cité de Buenos Aires, Mauricio Macri.

Le grand coup de cloche fut donné par la Fondation Liberté cette année spécialement lors de l'organisation du séminaire international au sujet des Défis en Amérique Latine qui se tint entre les 26 et 28 mars à Rosario et qui réunit des personnages comme Roger Noriega – qui fut sous-secrétaire pour l'Amérique Latine du Gouvernement de Georges W. Bush – malgré les critiques portées sur ses antécédents néfastes et criminels dans la région. S'y retrouvèrent également Vargas Llosa, Aznar et d'autres personnages de l'internationale de la Droite du monde comme les ex présidents Vicente Fox du Mexique, Francisco Flores de El Salvador, Luis Alberto Lacalle (Uruguay), Osvaldo Hurtado Larrea (Equateur), Jorge Quiroga (Bolivie), Sebastian Piñera (Chili) et parmi d'autres le journaliste et depuis longtemps homme de la CIA, l'étasunien Carlos Alberto Montaner.

Soutenaient également ce séminaire, des fondations comme la Newman d'Allemagne, Cato, Manhattan Institut, Libertad et Desarrollo (Chili) entre autres. Lire la liste des invités nous donne une meilleure vision des dangers auxquels nous nous exposons par ignorance, méconnaissance ou complicité.

Durant ce séminaire l'Amérique Latine fut analysée, dans laquelle, disent-ils ! « Coexistent des expériences encourageantes avec des modèles autoritaires et anachroniques » Ils fustigèrent les gouvernements soi-disant « populistes » qui sont en réalité tous élus par la volonté d'une majorité populaire.

Selon les organisateurs de cette réunion l'objectif était de « provoquer » des débats entre intellectuels, politiques, référents culturels avec les « think tank » (tanks de la pensée) des principaux pays de la région. Mais bien évidemment des tanks de la pensée qui soient en affinité avec Washington

Le scénario implique l'une ou l'autre figure destinée à donner une impression de « pluralité » qui est

totalement fausse.

ETRANGES COINCIDENCES

Le Congrès de la Fondation Liberté coïncida avec l'ouragan qui devait bientôt arriver dans le pays sous forme de Lockout patronal de quatre entités de la campagne qui analysé dans tous ses aspects fut un conflit sur dimensionné et sur actué avec une trame de fond ouvertement « destituante » qui laissa de sérieuses conséquences dans sa tentative d'affaiblir le gouvernement.

Ce n'est pas une coïncidence si dans l'année 2005 précisément, c'est créé, au sein de la Fondation Liberté, le centre de Gestion de l'Agriculture et de l'Elevage considérant que « historiquement, Rosario fut une des régions les plus dynamiques et de plus grande croissance économique du pays (...) et qu'elle s'acheminait vers un énorme développement à partir du potentiel de son complexe agroindustriel et de sa localisation stratégique. »

Selon ce que disent les concepteurs du Centre, celui-ci prétend être cercle de connexion entre les différents acteurs des secteurs de l'agriculture et de l'élevage qui permettra d'aborder la thématique de Gestion et Management spécifique du secteur agro-éleveur et Agroindustriel, producteurs, approvisionnements, corridors d'exportation, entreprises fournisseuses de facteurs de production etc. Sont invités à ces forums des grands, moyens, et petits producteurs avec la participation de conférenciers toujours surprenants.

Officiellement, l'engagement du Centre face au futur est de continuer ses efforts qui tendent à défendre les idées de la liberté (dans le concept étasunien de celle-ci) comme facteur de développement, promouvoir la croissance de la région et promouvoir le débat intellectuel autour des problèmes socio-économique, politiques et culturels concernant la citoyenneté. Il y a matière à s'interroger sur ce que signifient les concepts de liberté et de démocratisation, si nous nous en tenons à ce que proposent les organisations centrales dont dépendent ces fondations, si consubstantielles du pouvoir mondial et de l'interventionnisme actif.

Il serait intéressant d'étudier ce qui advint depuis 2005 de cette «bonne aide et conseil, et jusqu'où dérivèrent les modèles de base et les accords avec les brillants « hommes de la campagne » comme ils sont appelés aujourd'hui par euphémisme et qui ont trouvé un si bon appui dans leur « rébellion agraire » et leurs « plans de lutte » avec pénuries incluses.

Il existe d'autres coïncidences aussi suggestives. Dans la semaine du 18 au 26 septembre, la Fondation Liberté a réalisé un Congrès économique provincial pour traiter d'un thème du moment « le fédéralisme » qui est aujourd'hui à la mode, selon les critères de fédéralismes que préconisent les préfets putschistes de Bolivie. Pour la fermeture de ce Congrès fut invité le vice-président de la nation, Julio Cleto Cobos, en exercice de la présidence en l'absence de la mandataire Cristina Fernandes de Kirchner qui était en voyage aux Etats-Unis pour assister à l'Assemblée de l'ONU. Cobos s'est durement opposé au gouvernement dont il faisait partie et de cette manière le message fut fort clair. La Fondation soutenait le lockout patronal et dans leurs forums il y eu de dures attaques contre la présidente. Quelque chose de différent de ce qui se passe dans d'autres pays ?

POLITIQUE EXTERIEURE

La Fondation Liberté est également préoccupée par les relations de l'Argentine avec d'autres pays. Par exemple, le Venezuela. Dans un article publié dans ses pages, il est question des « Implications de l'amitié de l'Argentine avec Hugo Chavez » thème qui partage « la préoccupation » du gouvernement de Bush.

Il est dit dans leur analyse que « Chavez a démontré en plus d'une occasion qu'il était prêt à tout dans le but d'étendre sa révolution réactionnaire, jusqu'aux extrémités qui consistent à défendre des guérillas antidémocratiques dans les pays voisins (on suppose en Colombie) et d'interférer directement et illégitimement dans la politique interne de divers pays latino-américains.

« Se joindre à Chavez signifie pour l'Argentine (...) un obstacle de plus dans sa recherche de transparence et d'institutionnalité » comme le démontre la valise (diplomatique ?) de Antonini Wilson (agent de la CIA et du FBI NR), il soupçonne que Chavez ait financé les campagnes des Kirchner (...). « D'autre part l'alliance avec le Venezuela de Chavez, pour le moins sous la forme de subordination au moyen de l'endettement coûteux comme le pratiquent les Kirchner, implique pour l'Argentine une prise de distance avec les pays qui dans le monde font les choses bien, qui renforcent leurs institutions démocratiques et se sont développés » On suppose qu'il est fait référence aux pays subordonnés aux Etats-Unis et au renforcement « démocratique » comme celui que promut Bush en Irak fondé sur plus d'un million de morts.

Et cela ? Cela ne se nomme-t-il pas ingérence ?

LE CAS DE LA BOLIVIE

Les récentes plaintes au sujet de la préparation d'un coup d'état en Bolivie contre le président Evo Morales, ne devrait pas surprendre plus que son scénario. Washington fit l'impossible pour empêcher le triomphe d'Evo Morales, le premier président autochtone en Amérique du Sud, qui triompha fin 2005.

Ces temps-ci, l'action de putschisme s'intensifie et comme le dénoncent les services de renseignements de Bolivie, le coup d'état serait instigué par l'USAID et son bénéficiaire la NED.

En Bolivie aussi, les deux ont organisé différents mouvements et financent les secteurs oligarchiques unis dans la dite « Nation Camba », « Podemos » et autres mouvements similaires, miroir de ceux agissant au Venezuela. Ceci fut également dénoncé par le Ministre de la Présidence Juan Ramon Quintana et par des enquêteurs des Etats-Unis.

Le plan inclut, entre autre, de distribuer des millions à des organisations, des journalistes, chroniqueurs, partis politiques de droites et opposants, dans le même style que celui qu'ils utilisèrent au Venezuela.

Il s'agissait d'obtenir l'échec de l'Assemblée Constituante en appuyant la dite « Jeunesse Cruceñiste » et ses pareils comme force de choc – ainsi et comme cela s'est produit dans le passé – pour créer une confrontation entre différents états boliviens. Ils ont impulsé par leur action des Mouvements autonomistes, des « chômages civils », des mobilisations permanentes dans les sept régions, et dans tous les cas stimulé la « violence de rue » alors qu'un travail est mené à l'intérieur des forces armées.

Il existe également des plans dont le but est de provoquer en occasionnant des victimes, lesquelles serviront comme bannière de la lutte permettant d'accuser Evo Morales d'être répressif, autoritaire et d'implanter une dictature.

L'attaque contre Morales devra s'intensifier dans les journaux locaux et également s'installer dans les médias mondiaux majoritairement manipulés par les Etats-Unis.

Il est prévu dans les plans de compter sur l'appui de quelques intellectuels des universités, des membres du Pouvoir Judiciaire, des journalistes payés, quelques groupes syndicaux qui aideraient à accélérer le renversement d'Evo Morales. Il est également prévu dans le plan de provoquer des affrontements entre communautés indigènes et inclure – en prenant modèle sur quelques groupes d'une dite gauche ultraradical qui au Venezuela s'unit à la droite pro étasunienne et continue à travailler avec elle actuellement – la recherche d'une figure indigène pour créer un contrepouvoir à celui d'Evo, usant d'un discours violent et super révolutionnaire qui plonge le monde dans la confusion.

Le plan vise au renversement de Morales et ensuite à empêcher le vice-président actuel d'accéder au pouvoir ; et comme au Venezuela, on parlerait d'une « transition » manipulée depuis certains secteurs du Congrès pour appeler à de nouvelles élections.

On sait en Bolivie que les demandes d'autonomies départementales ont été promues et financées par l'élite économique de Santa Cruz, Beni, Pando et Tarija qui est le secteur élu par les financiers de NED et

USIA, ainsi que par d'autres ONG.

A présent, ils se sont nommés "Comando Camba" de la Media Luna. Cependant l'histoire bolivienne démontre que s'ils se prétendent à présent "autonomistes, jusqu'à l'arrivée d'Evo Morales, ils avaient exercé le contrôle absolu sur le gouvernement central, en différentes époques, jusqu'à convertir la Bolivie en un des pays les plus corrompu et pauvre du monde. Le plus incroyable, c'est qu'à présent, se caractérisant comme « démocrates », les autonomistes, selon eux, tentent de sauver les départements « exclus du centralisme paceño » en déclarant la guerre civile à l'état Bolivien. Le racisme pervers, les intérêts économiques peuvent à nouveau conduire la Bolivie à une tragédie, après avoir soumis ce pays à des dictatures brutales, qui se sont succédées sans poser de problèmes « démocratiques » à leurs auteurs et bénéficiaires.

Les entrepreneurs et les grands propriétaires terriens, secondés par leurs préfets, les comités civiques de la Media Luna et le groupement politique PODEMOS entre autres ont appelé à la désobéissance civile, demandant l'autonomie départementale sans aucun contrôle social. Mais ce que combattent en réalité les « autonomistes » du Commando Camba, ce sont les consensus de la commission Terre, Territoire et Ressources Naturelles, les rapports de la Commission Vision de Pays et les compétences des différents niveaux de gouvernements autonomes qui se débattent dans la Commission des Autonomies (Assemblée Constituante). Ils savent que par la voie du débat et du consensus démocratique, ils sont perdus.

C'est pour cette raison qu'ils renoncent au débat et optent pour le combat. « La guerre civile déclarée par le Commando Camba se mène pour la défense de leur grandes propriétés terriennes et de leurs privilèges » avertit Juvenal Quispe, journaliste bolivien. Pour sa part, le législateur et journaliste Antonio Peredo Leigue lance l'alerte : conjointement avec la conspiration pour « tuer l'Indien de merde » comme ils appellent Morales, se « répand la rumeur d'un coup d'état qui serait déjà préparé et pour lequel il ne faudrait qu'un ou deux prétextes qui le justifient. Ne manque pas non plus, l'insistance à affirmer que viendrait une inflation galopante ; les transnationales en profitent pour déclarer, avec beaucoup de sérieux, qu'elles investiront quand les signaux d'insécurité économique auront disparus dans le pays. Si on jette un coup d'œil à la réalité, rien de tout ceci n'a de consistance. Les conditions ne sont pas réunies pour que puisse concrétiser l'une ou l'autre de ces choses. Ni leur totalité, puisqu'il est question de les réaliser de manière successive.

Selon Peredo, il s'agit d'une application de la théorie des dominos, tant appréciée par l'« intelligente » CIA . Il suffit de renverser une fiche pour que les autres tombent à leur tour. Mais dans leur plan, il y a un facteur que nous ne pouvons ignorer. Il s'agit de répéter un mensonge jusqu'à en faire une réalité. C'est que de tant écouter la même rumeur, nous finissons par ne plus lui accorder d'importance, ce qui lui permet de continuer à se diffuser sans démentis. Nous nous fatiguons de démontrer sa fausseté et nous la laissons se propager. Alors qu'il y a des groupes, ceux qui détiennent la pouvoir économique, qui croient dans ces rumeurs, mais aussi, qui contribuent à les concrétiser.

Depuis plus d'un an on constate l'existence d'un pamphlet qui invite à tuer le président Evo Morales. Mais ce qui attire l'attention c'est le fait que des milliers d'exemplaires ont circulé, imprimés, envoyés par courrier électronique, et aux chefs policiers et militaires.. « Ce qui semble démontrer que cette fois le soutien est meilleur ».

Cependant l'analyse de Peredo indique que s'il s'agissait simplement d'assassiner le président « il n'y aurait pas une aussi grande diffusion. Ce qu'ils recherchent, c'est que redoublent les mesures de sécurité, essayant avec cela de provoquer des réactions énergiques et si possible qu'elles fassent une victime. Dans ces circonstances il leur serait possible de dénouer le reste de la trame. » Les putschistes ont d'autres brandons et comme ils n'ont pu voler depuis presque deux ans, ils prendraient l'argent dans les coffres et ils accuseraient Morales de son absence.

Et immédiatement ils s'empresseraient d'abolir toutes les mesures de changement social. De cette manière, Peredo alerte la population sur l'utilisation de la question de l'autonomie « et le transfert du siège du gouvernement », les bannières agitées ; non pas à fin de satisfaire la demande, des revendications ou

les ardents désirs du peuple. Il s'agit de maintenir un climat de tension comme une chaudière sur laquelle mijoteraient leurs sinistres plans ; Il ne faut pas leur permettre de les mener plus avant.

Dès lors il appelle à garder le calme et ne pas tomber dans ces jeux. Mais il serait bien de prendre le taureau par les cornes et mener l'enquête concernant les fameuses fondations étrangères « pour la démocratie » qui dans chacun de nos pays mènent le même travail : déstabiliser et préparer le chemin de la recolonisation.

COUPS D'ETATS DOUX. JOUER AVEC LE FEU

1. LA NED AU VENEZUELA

La Ned a été dénoncée pour son travail dans le coup d'état contre le président Hugo Chavez qui a eu lieu le 11 avril 2002, comme il apparaît dans des documents du gouvernement étasunien, obtenus grâce au Freedom of Information Act (FOIA). Dans ceux-ci, la preuve est donnée de la connexion entre les Organismes financés par le Congrès des Etats-Unis et les putschistes vénézuéliens. Ce qui s'est produit au Venezuela mérite un travail d'investigation comparative avec la situation similaire qui s'est produite au Chili, depuis 1964, dès que la figure de l'ex président Salvador Allende apparut en force sur la scène chilienne.

Les investigations du Congrès des Etats-Unis dévoilèrent en 1975 que la CIA dépensa 3 millions de dollars dans l'intention de dévier le cours des élections présidentielles de 1964 au Chili.

En 1970 ce fut pareil, mais n'atteint pas son objectif, alors commença la guerre sale et sans quartier, quand Salvador Allende à la tête de l'Unité Populaire triompha. La CIA ordonna, à ce moment l'enlèvement du général constitutionnaliste René Schneider qui n'avait pas accepté les offres que lui avait fait Washington pour freiner l'ascension d'Allende. Ceci se produit le 22 octobre 1970.

Schneider, fut alors gravement blessé mourût le 25 octobre. Les documents déclassifiés indiquent que Henry Kissinger donna l'ordre au général Roberto Viaux Marambio d'agir pour empêcher que le Congrès confirme le triomphe de l'Unité Populaire. L'assassinat de Schneider fut une de ces actions et anticipe l'horreur qui viendra après.

Entre 1970 et 1973 la CIA dépensa plus de 8 millions de dollars pour déstabiliser Allende. En 1975 tout cela fut rendu public, quand le Comité Spécial du Sénat des Etats-Unis sur les Activités de Renseignement, présidé par le sénateur Frank Church enquêta au sujet de ce qui c'était passé au Chili et établit que la CIA avait utilisé des fonds pour mettre en œuvre un ensemble de méthodes illégales destinées à nuire au prestige d'Allende et à fomenter l'opposition à ses ordres, ce qui culminera dans le putsch de 1973 (et dans 17 années de dictature)

L'enquête détermine que l'ex président Richard Nixon en ce qui concerne ses interventions au Chili, ne s'est pas limité à utiliser des "activités clandestines extensives", en plus celles-ci furent combinées avec des actions sous couvertures, des pressions économiques ouvertes et couvertes, utilisant la propagande pour montrer Salvador Allende comme un leader violent et répressif, entre autres actes illégaux et criminels ("Rapport du Comité Spécial pour les Opérations d'Etudes gouvernementales en relation avec des activités d'intelligence du sénat, 18 septembre 1975, PG 175)

Il y eut tant de similitudes dans la manière d'agir pour renverser le président du Venezuela Hugo Chavez en avril 2002 qu'il existe des textes comparatifs, où se rencontrent également d'autres méthodes qui proviennent d'autres expériences d'intervention dans la région.

Ceci apparaît dans le document référencé comme « Rapport étasunien » et lors d'investigations comme celles réalisées pour « l'Office Vénézuélien de Renseignement » qui depuis son siège à Washington se dédie à l'étude de ces nouvelles interventions de Washington.

Dans la publication "La Politique étasunienne au Chili et au Venezuela », éditée à Washington en 2005 il

est établi que depuis 2000 le National Endowment for Democracy (NED) financé par le Congrès des Etats-Unis a investi plus de 4,3 millions de dollars au profit d'organisation antigouvernementales au Venezuela. Ce financement – comme il est démontré – va directement aux organisations et aux personnes qui furent liées au coup d'état raté de 2002. Mais en plus, d'autres fonds furent consacrés à la pression économique et à travailler dans les médias Vénézuéliens, et leurs alliés dans le monde, contre le gouvernement du Venezuela.

Il y a un effet miroir entre ce qui s'est passé au Chili dans les années 70, comme l'usage massif de la propagande, des images falsifiées, des pressions en tous genres et parmi elles, celles financières et institutionnelles. La création de la NED par le gouvernement de Reagan avait pour objectifs de s'installer dans les pays pour y fomenter la déstabilisation et les coups d'état « doux » et « durs » avec des fonds attribués prétendument « en défense de la démocratie »

A la différence de Nixon qui publiquement tenait un discours diplomatique qui occultait ses projets, le président Georges W. Bush, imbu de l'impunité de cette époque, exhiba ouvertement sa politique d'agression contre le Venezuela. Le gouvernement du président Hugo Chavez est ainsi désigné comme « axe du mal » et du coup comme un objectif de « changement ». C'est dire que le Venezuela est une « cible » à déstabiliser, agresser, et y compris envahir au nom de la « démocratie » dans son acception impériale.

De fait, la NED soutient dans ses principes, qu'il ne suffit pas qu'un président ait été élu par des élections libres pour qu'il soit considéré comme « démocratique ». Ce changement de discours est très important dans les nouvelles stratégies. Avant, ils disaient que les ex dictateurs Anastasio Somoza ou Alfredo Stroessner étaient démocratiques « parce que élus par le peuple » (dans les deux cas le peuple était prisonnier et fut victimes de ces féroces dictatures)

Au Venezuela, le gouvernement des Etats-Unis célébra et appuya publiquement le coup d'état du 11 avril 2002 et fut le seul pays de l'hémisphère qui reconnut le gouvernement putschiste de Pedro Carmona Estanga, ce qui viola – sans conséquences aucune – la fameuse « Charte Américaine de l'OEA ». Et pas seulement cela sinon qu'ils accusèrent le gouvernement d'Hugo Chavez d'être cause de son propre renversement. Le 12 avril 2002 durant une conférence de presse à la Maison Blanche, le porte-parole Ari Fleischer dit – entre autres choses – qu'il « est connu que l'action promue par le gouvernement chaviste a provoqué cette crise. Les résultats de ces évènements est que le président Chavez a renoncé à la présidence. » Quoique cela ne se soit jamais produit et que personne ne pouvait exhiber un document de renonciation officiel.

Pourtant les médias étasuniens comme le New York Times dans son édition du 14 avril 2002, établirent que le renversement de Chavez était en préparation depuis des mois auparavant par des groupes d'entrepreneurs, de la société civile, des moyens d'information et des militaires, chacun d'eux financé par les Etats-Unis, en accord avec le diagramme de financement de la NED et de l'USAID.

Le 21 avril 2002, l'Observer de Londres mentionna des sources d'information de l'OEA qui parlent de réunions préliminaires de Bush avec Carmona et d'autres leaders du coup d'état. Le Comité de Relations Extérieures du Sénat devant tant d'éléments et de plaintes se vit obligé d'initier une enquête qui quoiqu'elle fut fort brève, établit que le NED, le département de la Défense (DOD) et d'autres programmes d'assistance étasuniennes « ont pourvu à l'entraînement, à l'appui institutionnel, et autres formes de soutien aux organisations et individus mêlés à la brève destitution du gouvernement Chavez » Ils usèrent du mot « destitution » en lieu et place de coup d'état, mais de fait ils reconnaissent l'intervention.

De même la NED finança la grève générale, (en réalité patronale) qui avait tenté de renverser Chavez. Et elle fit de même lors du coup d'état et lors du chômage pétrolier. En Décembre 2002 les EU et leurs alliés de l'opposition vénézuélienne convinrent avec les gérants de la société d'état PDVSA opposants à Chavez, de la nécessité de fermer l'entreprise et d'exiger de « nouvelles élections présidentielles ». De cette manière la production et l'exportation de pétrole cessa complètement, conduisant à une situation

dramatique et à la perte de millions de dollars, à la fermeture de petits commerces et à l'incertitude dans tout le pays. A cela s'additionna un sabotage criminel des installations de PDVSA.

Pour donner une mesure de ce que Washington se proposait de faire, il est utile de rappeler que le Venezuela est un des principaux pourvoyeurs de pétrole des EU mais la Maison Blanche appuyait la grève avec la certitude de ce qu'elle s'achèverait dès qu'elle en aurait fini avec Chavez. « A travers la NED furent financés des groupes mêlés à la grève, pendant que le gouvernement de Bush transmettait le message de l'opposition vénézuélienne appelant à un changement immédiat de gouvernement et ensuite à de nouvelles élections, signale une publication de l'Office de Renseignement Vénézuélien ». Ceci malgré que Chavez avait gagné de manière claire et avec une forte majorité, les élections, non seulement en 1998, et également après l'approbation de la Nouvelle Constitution de 1999, pour laquelle furent appelées de nouvelles élections pour que le président soit validé pour le nouveau schéma constitutionnel.

Le 13 décembre de 2002, le représentant du Département d'Etat Nord-Américain, Richard Boucher, s'exprimait à la demande de l'opposition « Nous pensons que convoquer des élections anticipées est une solution pour cette crise et que les Vénézuéliens devraient chercher une manière concrète de les organiser ... ce serait la solution idéale... Vous pourriez dire que c'est notre objectif... nous pensons que c'est la manière de solutionner (la crise) » dit-il lors d'une conférence de presse à Washington. Ainsi fut-il établi que la NED a été et est incontournable pour dispenser des subsides par millions à l'opposition vénézuélienne.

Dans le rapport ordonné par le sénat pour enquêter au sujet du rôle étasunien dans le coup d'état de 2002, fut révélé le montant des fonds annuels qu'utilisa la NED bien qu'elle tenta de nier son intervention – dans un rapport envoyé à l'OEA en avril 2004, celle-ci apparaît dans une quantité de documents déclassifiés.

Dans l'enquête publiée par « l'Office vénézuélien de Renseignement » en août 2004 à Washington, il fut également démontré que plusieurs bénéficiaires directs de la NED jouèrent un rôle public inocultable durant le coup d'état, tant des partis, que des groupes ou des personnes. Ils allèrent jusqu'à se répartir des charges dans le bref gouvernement de Carmona après que celui-ci ait aboli l'Assemblée Nationale et la Cours Suprême et des bénéficiaires de la NED furent également « témoins » dans la cérémonie de prestation de serment du putschiste.

On cite parmi eux, Léopoldo Martinez, Ministre des Finances Publiques du gouvernement putschiste et dirigeant du parti Primero Justicia, qui reçut des formations et l'appui de l'Institut Républicain International (IRI) lui-même bénéficiaire de la NED.

L'IRI a reçu 300 mille dollars en mars 2002, pour des activités liées à Primero Justicia et 116 mille dollars en février 2003 pour frais de fonctionnement, encore une fois en liaison avec ce mouvement. (Grant Number 2002-022/7279. International Republican Institut Quaterly Report, july-september 2002)

S'y retrouve également Leonardo Carjaval, qui fut Ministre de l'Education du Gouvernement putschiste, Directeur de l'Assemblée d'Education et qui continuait à percevoir les fonds de la NED en 2003, longtemps après le coup d'état et un salaire lui était versé directement comme partie de ce financement.

En septembre 2000 le groupe de Carvajal reçu de la NED 55 mille dollars et en octobre 2002 à nouveau 57 mille dollars additionnels (Grant Argrement Nro 2002/4210 National Endowment for Democracy, october 1, 2002)

ET il existe également dans cette trame, un bénéficiaire de la NED qui signa le décret du coup d'état. C'était Rocio Guijarro, Directrice du Centre de Distribution de l'Information Economique '(CEDICE). Sa signature figure conjointement avec celle de Pedro Carmona comme il fut démontré quand L'assemblée Nationale du Venezuela mena l'enquête concernant le coup d'état de 2002.

Parmi les bénéficiaires directs de la NED qui furent témoins du serment de Carmona figure Maria Corina Marchado de l'organisation Sumate qui continue à bénéficier des fonds de la NED. En septembre 2003

elle reçut 53 mille 400 dollars et est toujours sous financement. Il existe une longue liste de salariés de la NED, mais en l'occurrence seuls quelques-uns sont cités en exemples.

De la même façon La Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) qui collabora aux grèves patronale et pétrolière et au coup d'état, reçut de l'argent de la NED sous forme d'une donation de 154 mille 377 dollars en provenance du Centre Américain pour la Solidarité avec les Travailleurs (ACILS, aussi appelé Solidarity Center)

Cet organisme est le successeur de l'Institut Américain pour le Développement du Travail libre (AIFLD) qui depuis des années patronne la CTV. « La CTV a été directement impliquée dans la planification et l'organisation du coup d'état. Durant les mois qui l'ont précédé le secrétaire général de la CTV, Carlos Ortega, noua une alliance politique étroite avec le leader de Fedecamaras(Chambre des entreprises) Pedro Carmona (président putschiste) et ensemble ils demandèrent de manière réitérée le renversement de Chavez (« Les vieilles amitiés meurent lentement » Volume 13 Nro2 juin 2004)

Le 13 septembre 2002, ACILS ou Solidarity Center, reçut (de la NED) plus de 116 mille dollars pour continuer à travailler avec la CTV, et le financement se prolongea jusqu'à mars 2003. Dans les nouvelles données qui émergent l'appui financier se poursuit inaltérable et augmente.

De la même manière la Coordination Démocratique créée sur une impulsion de Washington pour réunir toute l'opposition contre Chavez a été financée à travers une série de donations du Centre pour l'Entreprise Privée (CIPE) qui est directement subventionnée par la NED et la même chose se produit avec CEDICE. Le projet financé par les Etats-Unis facilita la création du « Plan Consenso Pais » qui dans les années 2004-2005 était syndiqué comme une plateforme basique pour unir l'opposition vénézuélienne. Ainsi les mêmes qui furent impliqués dans le coup d'état de 2002, ont été derrière la plateforme « Construire un Consensus pour un Agenda National ». La Ned a financé et finance les partis et mouvements d'oppositions à Chavez, chaque fois plus ostensiblement.

L'avocate étasunienne Eva Golinger et son équipe de travail démontrèrent cela grâce à une série de documents déclassifiés et il apparut clairement que des deux organisations qui financent l'opposition sont le Natational Endowment for Democracy (NED) et l'US International Agency for Development (USAID)

Comme il est démontré dans cette enquête, le travail de la NED au Venezuela commença pendant le second gouvernement de Carlos André Perez quand tout était focalisé sur le Nicaragua. Perez offrit le Venezuela comme un lieu pour « filtrer l'argent étasunien destiné à la Coordination Démocratique Nicaraguayenne (la coalition antisandiniste) et il maintint une étroite communication avec la CTV, pour sa relation avec la AFL-CIO ; il dura jusqu'à plus ou moins la fin des années 90 quand ils commencèrent à financer d'avantage d'organisations de la société civile.

Mais en réalité ce fut en 2001 qu'augmenta substantiellement le financement du NED à des organisations au Venezuela, toutes du secteur de l'opposition. « De 2000 à 2001, la quantité de financement s'augmenta de 200 mille dollars à 877 mille (quatre fois plus). A partir de 2002, c'est plus d'un million de dollars annuels qui furent distribués à des groupes liés à l'opposition. En avril 2002, le Département d'Etat autorisa un fond spécial de un million de dollars pour la NED, uniquement pour ses projets au Venezuela, quelques jours après l'échec du coup d'état. Et le NED, ultérieurement distribua cet argent aux mêmes organisations qui avaient participé au coup d'état », signalent les enquêteurs.

Et pendant ce temps, l'USAID établi en juin 2002 une « Officine de Transition » avec une base à l'Ambassade des Etats-Unis à Caracas soi-disant pour aider le pays à résoudre la crise qu'il traversait.

En accord avec les données, dans la première année de fonctionnement de l'USAID, le congrès étasunien « destina plus de deux millions de dollars pour ce travail. L'année suivante (en 2003) ses subsides se montèrent à six millions, en 2004 s'y ajoutèrent quatre millions et en 2005 elle avait déjà sollicité cinq millions de plus, malgré la supposition initiale qu'il faudrait seulement deux années à l'officine pour accomplir sa mission.

Au Venezuela, NED finance environ 15 organisations et partis politiques comme Sumate, CEDICE, Asamblea de Education (jusqu'en 2003), Liderazgo et Vision, la CTV, Primero Justicia, Proyecto Venezuela et Consorcio Justicia. Quant à l'USAID elle a financé également Sumate, Liderazgo et Vision, Fedecamaras et d'autres. NED et USAID financent deux organisations étasuniennes qui furent créées pour verser les fonds à des partis politiques dans d'autres pays. Ce sont l'International Republican Institut (IRI) et le National Democratic Institut (NDI). Tous ces organismes reçoivent des montants qui se chiffrent en millions, pour appuyer l'opposition politique à Chavez pendant la campagne pour le référendum révocatoire, dans lequel triompha le président Venezuelien.

Ce fut précisément le Président Chavez qui introduisit ce référendum dans la nouvelle constitution bolivarienne de 1999. La désinformation sur ce thème est tellement hallucinante qu'il y a des journalistes, inclus de bonne foi, qui affirment que Chavez convoqua le référendum à l'instigation des présidents du Brésil et d'Argentine Luis Inacio Lula da Silva et Nestor Kirchner.

Dans les années 2005 et 2006 augmentèrent les apports de la NED et de L'USAID pour financer le renversement de Chavez par voie électorale mais ils n'y parvinrent pas. Cette information fut obtenue en recourant à l'Act (FOIA) ou Loi de Liberté d'Information, la même qui a permis d'accéder à la documentation qui démontre la participation du gouvernement étasunien et de la CIA au coup d'état contre Salvador Allende au Chili (1973)

La toile d'araignée des Organisations Non Gouvernementales (ONG) et de Fondations aux noms fort "démocratiques" que contrôle la CIA et d'autres agences des Etats-Unis, continue à s'étendre dans toute l'Amérique Latine et dans les derniers jours la dites Commission des Droits Humains de l'inconnue Union des Organisations Démocratiques d'Amérique (UnoAmérica) apparaît sur la scène pour accuser le président de Bolivie, Evo Morales d'être responsable du massacre de paysans qui l'appuyaient lui précisément, à Pando en Septembre 2008.

L'escalade atteint ainsi un extrême de perversité qui ne peut se comprendre qu'en enquêtant sur ces réseaux, leurs créateurs et ceux qui les soutiennent.

Précisément cette nouvelle ONG de la constellation de la CIA et des secteurs fondamentalistes des EU, se constitua en décembre 2008, en Colombie durant une réunion qui s'est tenue à Bogota les 12, 13 et 14 de ce mois à laquelle se donnèrent rendez-vous "des délégations de différents pays latino-américains".

Si on passe en revue les Fondations associées à UnoAmérica une évidence surgit : celle que toutes dépendent de « centrales » comme l'Agence Internationale pour le Développement (USAID) ou la National Endowment Fondation (NED) – qui apparaissent parmi nous comme destinées à « financer » la démocratie – ainsi que d'autres similaires ayant leur siège aux Etats-Unis ou en Europe.

Ces deux-là sont connues comme "la face sociale de la CIA", depuis les années 80 et elles travaillent dans toute la région finançant des projets, mouvements et oppositions prétendument démocratiques.

Tout au long de ces années a proliféré l'interminable réseau de Fondations comme Libertad (FL) qui a planté ses racines en différentes provinces d'Argentine et était derrière le mal-nommé « conflit des campagnes » une tentative inconsistante de coup d'état en 2008.

UnoAmérica comme la Fundacion Libertad sont associées à la "Héritage Foundation" la même dont les membres ont rédigés les Documents de Santa Fe un, deux, trois et quatre, de si néfastes conséquences pour l'Amérique latine.

Les autres liens de UnoAmérica nous conduisent à la Fondation (d'extrême-droite) pour les Analyses Economiques et Sociales (Faes) que dirige l'ex président d'Espagne, Jose Maria Aznar et à la Fondation Internationale pour la Liberté que dirige l'écrivain pérouo-espagnol, Mario Vargas LLosá connu pour ses actions contre les gouvernements vraiment démocratiques de la région.

La liste est infinie, et en plus elle nous montre la carte étendue de l'ingérence « contre insurrectionnelle »

en Amérique Latine. L'enquête conduit vers d'autres associations comme Union Citoyenne dans la province de Buenos Aires et à des coalitions qui s'autoproclament « civiques et démocratiques ». Dans la même ligne se situe la Fondation Penser, qu'intègrent des députés et des politiciens de la droite Propuesta Republicana (Pro) que dirige le maire actuel de Buenos Aires, Mauricio Macri.

Comme le disent les déclarations de UnoAmerica, sa fondation à Bogota est une tentative de former une organisation « capable de défendre la démocratie et la liberté – qui, selon eux, serait menacées – sur tout notre continent ». Les personnages liés à ce projet font partie intégrante des droites totalitaires qui se partagèrent les dictatures sur le continent et qui à présent se convertissent en promoteurs d'un nouveau putschisme dans nos pays. Avec ce profil, nous pouvons parfaitement nous imaginer quels sont leurs concepts de « démocratie et de liberté ».

Dans ses considérations UnoAmerica se déclare préoccupée par le prétendu « échec » des gouvernements de la région « à résoudre les problèmes de pauvreté ». En réalité les membres de UnoAmerica en plus de leur participation aux dictatures du passé, furent les gestionnaires du modèle néo-libéral des années 90 et sont donc responsables de l'intense destruction sociale, politique et économique.

Ils affirment dans leurs déclarations que le Forum de Sao Paulo, profite des besoins des peuples pour manipuler les plus pauvres, promettant de meilleures conditions économiques et la justice sociale « mais que en réalité, ils ne font qu'introduire le modèle socialiste qui divise la société, la polarise en deux factions et provoque la violence et l'anarchie »

Pour les créateurs de ce nouveau monstre, « L'Amérique Latine est en péril » parce qu'il existe « quatorze pays latino-américains, dont les gouvernements appartiennent ou sont liés au forum de Sao Paulo, et bien qu'ils fussent arrivés au pouvoir par la voie démocratique, beaucoup d'entre eux détruisent la démocratie et suppriment les libertés, comme c'est le cas avec Hugo Chavez, Evo Morales, Rafael Correa, Cristina Kirchner et Daniel Ortega.

Ils nous avertissent également que dorénavant ils neservent plus du « Poteau d'Exécution », mais de méthodes plus modernes et sophistiquées, comme les réformes constitutionnelles qui permettent de contrôler les pouvoirs publics et de s'éterniser au pouvoir, sous les yeux complaisants des participants les plus modérés du Forum, comme Lula da Silva, Tabaré Vasquez et Michelle Bachelet.

Les premiers sont donc accusés de mener à bien le plan du Forum et les autres de faire preuve de « complaisance ». Mais au final, tous sont coupables. D'où l'argument selon lequel, UnoAmerica fut fondé pour affronter le Forum de Sao Paulo « dont le projet supranational ne respecte ni les frontières, ni les souverainetés nationales » et que « pour parvenir à leurs fins, tous ses membres interviennent de manière flagrante dans les affaires interne des autres nations, et que ce soit en finançant des candidats, en envoyant des fournitures militaires, ou intervenant dans des conflits, en se validant par d'organisations subsidiaires comme la UNASUR », Les membres de UnoAmerica s'arrogent ainsi le droit de leur reprocher ce qui sont en réalité leurs pratiques.

Depuis leur point de vue l'Union des Nations Sud-Américaine serait une simple organisation « subsidiaire » du Forum de Sao Paulo.

Nous devons nous arrêter sur ce point. Parce que dans les années 70, les dictatures militaires formèrent une coordination criminelle comme le fut l'Opération Condor – pour affronter ce qu'ils appelaient une « insurrection supranationale »

Il résulte de ces nouvelles thèses que les membres de UnoAmerica considèrent que le Forum de Sao Paulo et ses gouvernements ont placé dans une situation désavantageuse les forces démocratiques (ce qu'eux qualifient de forces démocratiques) de la région qui doivent agir « dans l'isolement, en se limitant à leur propre territoire » et les « démocrates » (ceux qu'eux considèrent comme démocrates) « se voient « dans l'impossibilité de contrecarrer les plans d'expansion » de ce Forum .

Du coup, ils proposent maintenant de fournir aux « secteurs démocratiques d'Amérique un mécanisme

d'échange d'informations, une coordination permanente et un appui mutuel, sans transgresser – comme nos adversaires sont habitués de le faire – les principes de souveraineté et d'autodétermination des « peuples ». Il se dégage de tout cela que pour affronter le Forum de Sao Paulo, ils s'arrogent tous les droits d'agir de manière supranationale. Et ils en reviendront à utiliser les vieux fichiers de la CIA pour donner des réponses supranationales.

Ils ont simplement oublié la quantité de documents déclassifiés qui ont permis d'établir l'organigramme des financements supranationaux du mouvement, des partis politiques, des fondations, des ONG que finance la CIA et ses fondations comme la NED qui jusqu'à présent a financé des coups d'états militaires (Venezuela 2002) ou des coups d'état « doux » comme tous ceux qu'ils menèrent de l'avant en Equateur, en Bolivie et dans d'autres pays, y compris l'Argentine. Ici, la fondation Libertad, avec un de ses sièges les plus importants à Rosario, Santa Fe, se trouve être un des épicrocentres du putschisme et du mal nommé « Conflit des campagnes »

Derrière tout ce que raconte UnoAmerica figure aussi la carotte qui appâte le lapin affamé, vu qu'ils se proposent « en prime » d'élaborer et offrir aux Peuples d'Amérique un programme de développement et industrialisation qui résolve les problèmes de fond de la région, particulièrement la pauvreté, comme véritable antidote au totalitarisme.

Nous savions déjà par expérience où allaient ces fonds, au moment où le Congrès des E-U, à l'instigation de quelques-uns de ses représentants, va devoir étudier la complicité de la NED ou de l'USAID dans le coup d'état au Venezuela et dans ses activités en faveur des groupes violents et des actions de déstabilisation et coups d'état des préfets de la Media Luna en Bolivie.

L'offre de UnoAmerica et son invitation « à toutes les forces démocratiques d'Amérique Latine à s'incorporer activement et avec enthousiasme à cette initiative » devrait nous mettre en alerte.

Qui pourrait croire que des personnages comme celui qui préside UnoAmerica, Alejandro Peña Esclusa – dénoncé récemment pour son action dans la campagne électorale salvadorienne – en faveur du parti d'extrême-droite ARENA, fondé et financé par des paramilitaires et des assassins comme le major Roberto D'buisson (à présent décédé) – et accusé d'être un des responsables de l'assassinat de l'Archevêque de San Salvador, Monseigneur Oscar Arnulfo Romero en 1980 - puisse enseigner les chemins de la démocratie ?

L'OFFENSIVE CONTRE LA BOLIVIE

Dernièrement la dite Commission des Droits Humains de UnoAmerica, dans une prétendue enquête sur les événements de Pando, dit que « se rencontrent suffisamment d'éléments de procès et de preuves qui incriminent directement le Gouvernement de Evo Morales dans la planification et l'exécution d'homicides, séquestrations, lésions personnelles et autres violations des droits humains qui se sont produits dans la localité de El Pervenir et en d'autres lieux.

Quoique cela paraisse insolite, Morales aurait agi contre ses propres partisans ? Déjà, dans les premiers jours d'avril, le président de l'Assemblée Permanente des Droits Humains de Bolivie, Rolando Villena, lança l'alerte à la population de son pays et également aux organismes similaires du continent quant à l'apparition de ces prétendues organisations humanitaires qui s'auto-désignent pour enquêter sur les faits tragiques du 11 septembre 2008 dans le département de Pando

Evidemment, ceci sert seulement de bélier de campagne contre Morales, parce que la vraie communauté des Droits Humains en Amérique Latine et dans le monde connaît l'investigation sérieuse menée par des personnalités notables qui ont travaillé pour des organisations internationales et qui furent envoyées pour enquêter sur le massacre de Pando

La conclusion de Unasur, qui coïncide avec celle de l'enquête réalisée par les Nations Unies détermine que le massacre qui s'est produit dans la localité de Porvenir – dans lequel au moins 11 paysans qui voulaient manifester en faveur de Morales furent assassinés, alors que d'autres ont disparu – fut un plan

préparé par celui qui était alors gouverneur de Pando et des groupes de policiers ou agissant comme des paramilitaires.

Les témoignages furent exhaustifs, ainsi que la révision des lieux. Il y avait en Bolivie des antécédents, des précédents redoutables comme des dizaines de cas d'indigènes brutalement frappés sans aucune raison à Santa Cruz et ailleurs, comme cela se passa Sucre, où le racisme renvoie aux vieilles images du temps de l'apartheid en Afrique du Sud.

Le travail d'UNASUR-ONU, fut donc accepté, y compris par la commission de la Chambre des Députés et l'Assemblée permanente des Droits Humains en Bolivie, par l'Amérique Latine dans son ensemble et ainsi que mondialement.

Cette action subite d'une organisation comme UnoAmerica est un appel à la vigilance pour les vraies organisations humanitaires qu'ils tentent de remplacer par d'autres, simulacres et dépendantes des responsables des génocides dictatoriaux du 20ème siècle en Amérique Latine

Dans les pages de UnoAmerica sur Internet par exemple, se défend le "droit" pour la Colombie de violer le territoire équatorien, comme elle le fit en mars 2008. Le gouvernement d'Alvaro Uribe fut condamné pour cette action qui violait tous les principes du droit international.

En plus, le triomphe du front Farabundo Marti au Salvador, qui est reconnu dans le monde entier, y est remis en cause. On y trouve également une série d'avertissements sur les « changements » prochains dans tous « ces gouvernements » (du Forum selon eux) ce qui signifie que le putschisme sous toutes ces formes est de retour.

Pour Peña Esclusa des gouvernements comme ceux de Chavez, Rafael Correa (Equateur) et Daniel Ortega (Nicaragua) « sont déjà éliminés » par des changements pas voies électorales « rendant difficile la reconduction de la gauche au Chili, en Uruguay ou à Panama qui proposent des candidats de Chavez ». Au nom de ses mentors, il annonce des changements « dans d'autres pays » quoique il avertit que « tous ne se feront pas par voie électorale, sinon qu'il prendront le chemin de contestation généralisée (...) désobéissance civile généralisée et aussi d'autres manifestations similaires mas cette fois « dans le domaine militaire »

« Les militaires, quand viendra la crise sociale ne s'aligneront pas sur Chavez (...). Il y aura une désobéissance généralisée, civile et militaire de tous ceux qui ne sont pas d'accord de se soumettre à un modèle qui est contraire à la démocratie et à la liberté »

Toute une anticipation du putschisme qui vient !

Stella Calloni

Article original en espagnol : [Durmiendo con el enemigo o la invasión silenciosa « La Historia Del Día](#), le 5 décembre 2014.

Traduction : [Anne Wolff](#)

Stella Calloni : Journaliste argentine et correspondante dans son pays pour le quotidien *La Jornada*. Elle est l'auteure de "Los años del Cóndor".

Copyright © 2014 Global Research